

LETTERE OUVERTE

“C’EST LA POPULATION QU’IL FAUT SAUVER, PAS LES BANQUES NI LES PROFITS !”

Depuis plusieurs semaines, l’épidémie du coronavirus fait des ravages. Les travailleurs et leurs familles sont les plus touchés par la maladie comme par les conséquences économiques et sociales de la crise.

La colère ne cesse de monter face à ce qui n’a rien d’une “catastrophe naturelle”. C’est le produit de décennies d’une politique d’austérité budgétaire qui a tragiquement désarmé notre système de santé.

La crise appelle des mesures d’urgence... mais pour sauver qui ?

Le 16 mars, Macron expliquait à la population que masques et tests lui étaient inutiles contre le virus... tentant ainsi de justifier la pénurie organisée par les gouvernements successifs.

Le 19 mars, le même Macron, celui pour qui produire des masques n’était pas urgent, s’empressait avec son gouvernement de faire voter une loi de finances spéciale. Votée à l’unanimité des 572 députés (!), cette loi accorde aux banques et aux entreprises une aide de 343 milliards d’euros, portée depuis à 400 milliards.

Les 343 milliards de la loi du 19 mars ont fixé une seule priorité : sauver les banques et les profits !

Cette priorité est partagée par le maire de Lyon, Gérard Collomb.

Dans son allocution du 17 avril, il indique que « *le gouvernement a pris des mesures, mais aussi élevé qu’en soit le montant, elles compenseront difficilement les pertes subies* ».

Pour lui, il faudrait donc donner plus. Mais à qui ? Collomb affirme qu’il a « *le souci de toutes celles et de tous ceux qui sont financièrement frappés par cette crise* »... avant de dresser une liste en tête de laquelle sont les entreprises, mais où sont absents les salariés et précaires !

Nous, signataires de cette lettre ouverte, disons à l’inverse : “C’est la population qu’il faut sauver!”

► **L’urgence est à réquisitionner tous les moyens financiers et de production pour fournir sans délai aux soignants comme à tous ce qui est indispensable.**

► **L’urgence est à s’assurer que chacun mange à sa faim.**

C'est-à-dire rouvrir les lits et postes qui ont été fermés à l'hôpital, produire les respirateurs, les masques, les tests, les médicaments, etc.

Or cela n'a pas été fait, si ce n'est de manière très limitée. Ainsi Famar-Lyon, fabricant de médicament menacé de fermeture d'ici juillet, n'est toujours ni nationalisé, ni réquisitionné !

C'est loin d'être le cas ! La situation est même aggravée dans la jeunesse par la fermeture des cantines scolaires et des resto-U, et par les difficultés engendrées sur l'aide alimentaire dont bénéficient habituellement les plus précaires.

► **L'urgence est à garantir à toutes celles et tous ceux qui vivent de leur travail le maintien de 100% de leurs revenus.**

Ce n'est pas ce qui est fait. Au contraire leurs revenus sont souvent largement amputés par la perte d'emploi - en particulier ceux en CDD, en intérim, les "ubérisés" - ou le chômage partiel.

► **L'urgence est à décréter le moratoire sur les loyers et les factures et à annuler toutes les expulsions et destructions de logements sociaux.**

Et plus que jamais : annulation des destructions programmées de HLM, réquisition des logements disponibles, réfection des logements insalubres, mise en construction rapide des milliers de logements sociaux dont les lyonnais ont besoin.

Les foyers les plus modestes ne doivent pas avoir à "choisir" entre conserver leur logement et se nourrir décemment ! Or qu'a fait le maire Collomb dans ce domaine ? Il s'est réjoui d'avoir mis en place un moratoire sur les taxes, loyers et redevances acquittés à la Ville par... les entreprises, commerces et associations. Et les locataires en HLM dont beaucoup ont perdu tout ou partie de leur salaire ? Ils devraient payer ? Non Monsieur Collomb, pour eux aussi, moratoire !

► **L'urgence est à garantir à tous ceux qui travaillent qu'ils ne risquent pas leur vie et de contaminer leurs proches.**

Or là où le travail continue, là où patronat et gouvernement veulent le faire reprendre, les conditions sont dégradées par l'absence de protections suffisantes et par les ordonnances du gouvernement qui liquident des droits fondamentaux en terme de durée du travail, de temps de repos et congés.

► **L'urgence est à garantir à chaque élève et étudiant que le droit à l'instruction sera rétabli à égalité pour tous... mais pas au prix d'une nouvelle flambée de l'épidémie !**

La fermeture des établissements prive des millions d'élèves et étudiants de centaines d'heures d'enseignement et creuse les inégalités. Mais compenser cette catastrophe scolaire ne veut pas dire risquer de relancer l'épidémie par une réouverture inconsidérée des écoles ! C'est décider, quand de vraies garanties sanitaires seront apportées, l'ouverture massive de classes dans les écoles publiques, de places dans les crèches, le recrutement de milliers d'enseignants pour assurer un rattrapage en petits groupes...

Pour cela, il faut commencer par réquisitionner les 400 milliards donnés aux banques !

Les fonds publics doivent aller aux services publics et à la population, pas à la défense des banques et d'intérêts privés.

Nous appelons à se regrouper pour ces mesures d'urgence et à exiger des élus lyonnais d'aujourd'hui, comme de ceux candidats à l'être demain, à l'issue des élections municipales :

PRONONCEZ-VOUS POUR LA RÉQUISITION DES 400 MILLIARDS ET POUR LES MESURES D'URGENCE CI-DESSUS !



Cette **LETTER OUVERTE** a été initiée par **LYON 100% SOCIAL** qui a rassemblé 27 travailleuses, travailleurs et jeunes sur une liste ouvrière d'unité, soutenue par le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID, voir poid.fr et le journal La Tribune des travailleurs), lors de l'élection municipale de mars dernier à Lyon 9^e.

Elle se présentait, dans sa profession de foi, comme « **une liste de combat pour en finir avec la politique du gouvernement Macron-Philippe et de tous ceux qui – issus ou non de la municipalité sortante de Gérard Collomb – veulent continuer de la relayer dans notre ville de Lyon. À cette politique qui attaque toutes les conquêtes sociales arrachées par les précédentes générations et qui privatisé les services publics, appliquant avec zèle les exigences des capitalistes et de l'Union européenne, nous opposons le combat pour les revendications ouvrières.** »

Je m'associe à cette Lettre ouverte. Ma signature est publique ou non-publique Je souhaite être contacté.e

NOM – Prénom :

Email :

Adresse :

Téléphone :

Les revendications urgentes que je veux voir portées :

Signez cette lettre ouverte sur latribunedescanuts.fr ou en écrivant à loulyon2020@gmail.com